

ACTION URGENTE

ÉTHIOPIE. LIBÉREZ DES MANIFESTANTS OROMOS PACIFIQUES

Les autorités éthiopiennes ont arrêté arbitrairement plusieurs manifestants pacifiques, journalistes et dirigeants de partis de l'opposition dans le cadre d'une répression brutale des manifestations qui ont lieu depuis novembre dernier dans la région d'Oromia. Ces personnes risquent de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements, et doivent être relâchées immédiatement et sans condition.

Le 18 décembre 2015 vers 14 heures, **Diribie Erga**, 60 ans, a été arrêtée arbitrairement chez elle à Ambo, dans la région d'Oromia en Éthiopie, par des membres des forces de sécurité en civil et des policiers fédéraux qui ont fouillé son domicile. Cette femme a représenté le district de Jeldu au parlement fédéral de 2005 jusqu'à sa démission du poste de dirigeante du parti du Congrès fédéraliste oromo (OFC) en 2010.

Les agents qui l'ont appréhendée n'ont montré aucun mandat de perquisition ou d'arrêt. Elle est actuellement détenue au Centre d'enquête de la police fédérale (également appelé Maekelawi) à Addis-Abeba, sans pouvoir communiquer avec un avocat ou sa famille. Son arrestation n'a pas encore été examinée par un tribunal compétent. Cette femme a besoin de soins médicaux car elle souffre d'asthme, d'hypertension et de troubles rénaux. Sa famille s'est vu empêcher de lui fournir les médicaments et la nourriture nécessaires.

Diribie Erga a déjà été arrêtée arbitrairement par des membres des forces de sécurité et de la police. En 2004, alors candidate OFC au parlement fédéral, elle a été appréhendée au palais d'Ambo, où elle a été frappée.

Sa dernière arrestation en date s'inscrit dans le cadre d'une répression menée par le gouvernement éthiopien contre les manifestations organisées depuis novembre dans la région d'Oromia pour dénoncer le Grand programme gouvernemental, qui prévoit d'intégrer des portions de cette région à la capitale Addis-Abeba. Le 15 décembre, le gouvernement a qualifié les contestataires de « terroristes » et réagi plus violemment aux défilés. Un grand nombre de manifestants, dirigeants de partis de l'opposition et journalistes ont été arrêtés, et plusieurs sont morts ou ont été blessés. **Bekele Gerba**, vice-président de l'OFC, **Getachew Shiferaw**, rédacteur en chef du journal en ligne *Negere Ethiopia*, **Yonathan Teressa**, militant en ligne, et **Fikadu Mirkana**, journaliste à Oromia Radio et TV, font partie des personnes appréhendées.

Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion, incarcérés seulement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression. Ils risquent d'être victimes de torture et d'autres mauvais traitements.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en amharique, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à libérer sans délai et sans condition Diribie Erga et les autres manifestants pacifiques, journalistes et dirigeants de partis de l'opposition arrêtés lors de l'actuelle répression des manifestations, et à veiller à ce qu'ils ne soient pas victimes de torture ou d'autres mauvais traitements ;
- appelez-les à cesser immédiatement d'employer une force excessive contre les manifestants, conformément aux Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ;
- priez-les instamment de diligenter une enquête minutieuse, indépendante et impartiale sur les violations des droits humains commises dans le cadre des manifestations en Oromia et à offrir une réelle réparation aux victimes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 FÉVRIER 2016 À :

Premier ministre

Hailemariam Dessalegn

FDRE Prime Minister

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 11 122 6292

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Premier ministre,

Ministre des Affaires fédérales

Kassa Teklebirhan

FDRE Ministry of Federal Affairs

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251.11 551 1200/551 3926

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice

Getachew Ambaye

FDRE Ministry of Justice

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 11 551 7775

Courriel : justabr@ethionet.et

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 fax Fax number courriel Email address formule d'appel Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉTHIOPIE. LIBÉREZ DES MANIFESTANTS OROMOS PACIFIQUES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 12 novembre 2015, des manifestations pacifiques ont été organisées à Ginchi, à environ 80 kilomètres au sud-ouest d'Addis-Abeba dans la région d'Oromia, lorsque le gouvernement a transféré la propriété d'une aire de jeux et d'un stade à des investisseurs privés, après avoir rasé la forêt naturelle de Chilimo pour laisser place à ces derniers. Les manifestants – pour la plupart des étudiants de l'université oromo et des lycéens rejoints par des citoyens et des paysans – craignent que le Grand programme de développement intégré d'Addis-Abeba – qui est contraire à la Constitution éthiopienne – bafoue les droits culturels et individuels des Oromos, notamment ceux qui vivent près de la capitale, et soit mis en œuvre sans que la population ne soit véritablement consultée et au mépris d'autres garanties prévues par la Constitution, ce qui pourrait entraîner l'expulsion forcée des paysans oromos installés aux alentours de la capitale.

Les agents des forces de police régulières, spéciales et fédérales, ainsi que les militaires, ont recouru à une force excessive contre les manifestants pacifiques. Le 1^{er} décembre, les événements ont dégénéré lorsque Gazahany Oliiqa, étudiant à l'université de Haromaya, a été tué à Haromaya par des policiers fédéraux. Depuis, le nombre de victimes des violences augmente presque quotidiennement. Le recours à des moyens disproportionnés contre les manifestants a entraîné des centaines de morts et des milliers de blessés. Des enfants âgés de 12 ans ont été tués. Des centaines de personnes auraient été touchées par des balles réelles et battues par des agents des forces de sécurité et des militaires. Les autorités ont procédé à des arrestations en masse pendant et après les manifestations.

Le 15 décembre, le gouvernement éthiopien a qualifié les contestataires de « terroristes ». Sa réaction face aux événements est ensuite devenue plus violente, entraînant davantage de morts et de blessés, des arrestations en masse, et la disparition forcée de plusieurs manifestants, dirigeants de partis de l'opposition et journalistes. La Loi antiterroriste 652/2009 autorise le maintien en détention avant le procès pendant quatre mois maximum. Amnesty International a rassemblé des informations sur le recours généralisé aux actes de torture et autres mauvais traitements infligés aux manifestants oromos pendant cette période, ainsi que sur des agressions similaires contre des manifestants pacifiques. Pour en savoir plus, consultez le rapport *"Because I am Oromo": Sweeping Repression in the Oromia Region of Ethiopia* (28 octobre 2014, <https://www.amnesty.org/En/documents/Afr25/006/2014/En/>) et le communiqué de presse du 16 décembre dernier sur l'utilisation de la Loi antiterroriste au vu des récents événements (<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/12/ethiopia-anti-terror-rhetoric-will-escalate-brutal-crackdown-against-oromo-protesters/>).

Noms : Diribie Erga (f), Bekele Gerba (h), Getachew Shiferaw (h), Yonathan Teressa (h), Fikadu Mirkana (h) et d'autres manifestants, journalistes et dirigeants de partis de l'opposition.

Hommes et femmes